BULLETIN

OF THE
CANADIAN CRIMINOLOGY AND
CORRECTIONS ASSOCIATION

DE LA
SOCIETE CANADIENNE
DE CRIMINOLOGIE

55 Parkdale, Ottawa Canada K1Y 1E5

Volume II No. 3 January 1973 Janvier

liated with the Canadian Council on Social Development

Affiliée au Conseil canadien de Développement social

NEW SOLICITOR GENERAL

In the recent Federal Cabinet changes, the post of Solicitor General was assigned to a new Minister, the Honourable Warren Allmand. There was no change in the Justice portfolio.

NEW EXECUTIVE DIRECTOR

The National Parole Service has a new Executive Director. Mr. Lloyd Pisapio was appointed to replace Mr. Frank Miller now coordinator for the 1975 United Nations Congress in Toronto.

CANADIAN PENITENTIARY SERVICE APPOINTMENT

Cowansville Institution has a new director. He is Mr. Guy Lemire, formerly Classification Officer at St. Vincent de Paul Penitentiary who was promoted to Senior Supervisor of Classification and then to Assistant Deputy Director of inmate training. Mr. Lemire has a Ph. D. with specialization in Criminology from the University of Montreal.

DEATH PENALTY

The five-year partial abolition of the death penalty is over. However, at the recent opening of Parliament, the new Solicitor General indicated that another bill to prolong the period of partial abolition would be introduced in the House in the near future.

In mid-December, the issue was brought to the fore by the release of the long-awaited reports announced in March 1972 Bulletin. Capital Punishment - New Material 1965-1972 and A Study of the Deterrent Effect of Capital Punishment with Special Reference to the Canadian Situation are now available from Information Canada.

At that time, a number of newspaper surveys were published showing public support for retention of the death penalty and a vigourous request to carry out rather than commute the sentence. One aspect of the debate probably should be given more attention. In the event of complete abolition, what would be an appropriate alternative sentence? There are many possibilities in this area and some of the solutions might satisfy the hesitations of some retentionists. At least, a full examination would show what murderers serving life sentences have done and how they have performed if released on parole. There seems to be a general impression that those convicted of murder are responsible for the other serious crimes and, if released, commit other murders. This impression is generally held even though the evidence seems to demonstrate the contrary.

NOUVEAU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

Lors du récent remaniement ministériel, le poste de Solliciteur général a été confié au nouveau ministre, l'honorable Warren Allmand. Il n'y a eu aucun changement en ce qui concerne le portefeuille de la Justice.

NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Service national des libérations conditionnelles a un nouveau directeur général. M. Lloyd Pisapio a été désigné pour remplacer M. Frank Miller, actuellement coordonnateur du Congrès des Nations-Unies (1975) à Toronto.

DÉSIGNATION AU SERVICE PÉNITENTIAIRE CANADIEN

L'Institution de Cowansville est dotée d'un nouveau directeur. Il s'agit de M. Guy Lemire ex-agent de classement au Pénitencier St-Vincent de Paul, promu par la suite Surveillant Senior de classement et puis sous-directeur de la formation des détenus. M. Lemire possède un doctorat, avec spécialisation en criminologie, décerné par l'Université de Montréal.

LA PEINE DE MORT

La période de cinq ans de suspension partielle de la peine de mort a pris fin. Cependant, à la récente ouverture du Parlement, le nouveau Solliciteur général a fait savoir que, dans un proche avenir, un nouveau projet de loi visant à prolonger la période de suspension partielle serait adopté par la Chambre.

A la mi-décembre, la question a été mise en vedette par la publication des rapports attendus depuis longtemps et annoncés dans le Bulletin de mars 1972. La Peine de Mort - Les données nouvelles; 1965-1972 et Une étude de l'effet intimidant de la peine de mort à partir de la situation canadienne sont maintenant en vente à Information Canada.

A ce moment-là, des journaux ont publié un certain nombre d'enquêtes démontrant que l'opinion publique est favorable à la rétention de la peine de mort et appuie fortement son application plutôt que la commutation de cette sentence. Il faudrait probablement tenir compte davantage d'un aspect particulier de cette discussion. Advenant abolition totale, par quelle autre sentence appropriée se propose-t-on de la remplacer? Il se présente plusieurs possibilités en ce sens, dont certaines pourraient satisfaire les hésitations de ceux qui optent pour la rétention. Tout pour le moins, un examen complet montrerait comment les meurtriers purgeant une sentence à vie se sont comportés et comment ils ont agi en liberté conditionnelle. Il règne une impression générale que les condamnés pour meurtres sont responsables d'autres crimes graves et, en cas de libération, ils commettent d'autres meurtres. Cette impression règne d'une façon générale même si les preuves semblent démontrer le contraire.

DEATH PENALTY (continued)

Another aspect of the debate requiring careful scrutiny is the murder rate. The Association's brief, The Death Penalty, demonstrates there is need to reexamine the method of calculating the murder rate in Canada. In the September 1972 issue of this Bulletin, the same topic was briefly mentioned under the title "Crime Rates". The Study of the Deterrent Effect of Capital Punishment by Fattah (mentioned above) amply illustrates many aspects of this difficulty.

PROVINCIAL COURT JUDGES

A new Association of Judges is in the making. It is tentatively known as the Canadian Association of Provincial Court Judges. The organizer is Judge L. W. Wicks of Channel-Port aux Basques, Newfoundland, who obtained a $10,000 grant from the Federal government in December to assist in the formation of this association and arranging for its first seminar. The Federal government consulted the provincial authorities on the matter since they have jurisdiction over these courts. There was agreement that the Federal government could contribute financially to the first seminar but no further commitment has been made.

LEGAL AID

The first agreements whereby the Federal government will support provincial legal aid systems were signed recently. The two first provinces to sign are Quebec and British Columbia. There are indications that at least five other provinces are nearing readiness to meet the standards set in the Federal proposals.

British Columbia also signed an agreement to share in the Federal funds for compensating victims of crime.

CHANGES IN THE QUEBEC YOUTH PROTECTION ACT

A bill modifying the Youth Protection Act in Quebec was introduced in the Quebec legislature late in 1972. This bill provides for transfer of some youth protection services from the Social Affairs Department to a new Youth Protection Service within the Department of Justice. This new service would act as an intake and diagnostic service for youth under 18 who would come to the attention of police and other services. The principal services affected are the Juvenile Probation Service and the youth detention centers.

LA PEINE DE MORT (suite)

Un autre aspect de cette discussion qui exige un examen rigoureux c'est l'incidence du meurtre. Le mémoire de la Société, La Peine de mort, démontre qu'il faut réexaminer la méthode selon laquelle on détermine l'incidence du meurtre au Canada. Dans le numéro de septembre 1972 du Bulletin, on traite brièvement la même question sous la rubrique "Les Taux de criminalité". L'étude de l'effet intimidant de la peine de mort par Fattah, citée plus haut, illustre largement les nombreux aspects de cette difficulté.

JUGES DE LA COUR PROVINCIALE

Une nouvelle association des juges est en voie de se constituer. Provisoirement, elle est connue sous la dénomination Canadian Association of Provincial Court Judges - Association canadienne des juges de la cour provinciale. L'organisateur en est le juge L.W. Wicks de Channel-Port aux Basques, Terre-Neuve, qui en décembre a obtenu une subvention de $10,000 du gouvernement fédéral aux fins d'aider à la constitution de l'association et à l'organisation de son premier séminaire. Le gouvernement fédéral s'est entretenu avec les autorités provinciales à ce sujet, vue que ces tribunaux relèvent de leur compétence. Il a été entendu que le gouvernement fédéral contribuerait au point de vue financier au premier séminaire sans s'engager autrement.

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Les premières ententes en vertu desquelles le gouvernement fédéral se propose d'appuyer les régimes d'aide judiciaire provinciaux viennent d'être signées. Les deux premières provinces à signer ont été le Québec et la Colombie-Britannique. Tout indique qu'au moins cinq autres provinces atteindront bientôt les normes fixées par les propositions fédérales.

La Colombie-Britannique vient également de signer une entente lui permettant d'obtenir des fonds fédéraux destinés à indemniser les victimes du crime.

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC

Un projet de loi modifiant la loi du Québec sur la protection de la Jeunesse a été présentée à la législature du Québec vers la fin de 1972. Selon les dispositions de ce projet de loi, certains services de protection de la jeunesse seront transférés du ministère des Affaires sociales à un nouveau Service de la protection de la jeunesse du ministère de la Justice. Ce nouveau service agira à titre de service d'accueil et de diagnostic pour les jeunes de moins de 18 ans venus à l'attention de la police ou d'autres services. Les principaux services touchés sont le service de probation juvénile et les centres de détention des jeunes.

BASIC TRAINING OF POLICE IN QUEBEC

The Quebec Minister of Justice announced, early in December, a major reorientation of basic training for Police in Quebec which will affect both municipal police forces and the Quebec Provincial Police forces. The new arrangements will represent a saving for municipalities and the provincial force of almost four million dollars. In the future, training will be provided by the community colleges (CEGEP) and the Nicolet Police College. The CEGEPs will provide a basic theoretical training and the Nicolet College will provide the practical police techniques. Thus a policeman will have 2½ years of junior college plus six months at the police college when he enters a police force. It is planned to phase into this program over a period of four or five years. Candidates will have to pass special exams to ensure they meet the employment criteria of police forces. The plan will place police training on the same level as other career training available at community colleges and will provide a uniform training for all police in the province.

B.C. STUDY OF CORRECTIONAL SERVICES

The British Columbia Government has created a task force to study the provincial correctional system. The first task is to examine the prison and detention services and recommend appropriate measures to meet the needs. The task force is also being asked to recommend which department of government should be responsible for correctional services. Another aspect of the job is the study of facilities available for children under 17 years of age who have been charged and convicted in adult court. The members of the task force are Dr. M. A. Matheson, Deputy Director of Corrections, John MacDonald, professor at the School of Social Work, University of B.C. and Mr. D.J. Shultz, Deputy Warden of the Lower Mainland regional correctional centre.

TASK FORCE ON POLICING IN ONTARIO

Early in December the general public in Ontario was invited to submit briefs on policing in Ontario. This task force was established by the Government of Ontario to study organization, administration and efficiency of police forces; analyse present and future needs; examine alternative approaches to meet these needs; and make recommendations. Hearings will be conducted throughout the province and those wishing to appear must notify the task force as soon as possible. Briefs are to be submitted before February 15, 1973.

Enquiries: Hugh A. Crothers, Chairman
The Task Force on Policing in Ontario
185 Bloor Street East
Toronto 285, Ontario.

FORMATION DE BASE DE LA POLICE AU QUÉBEC

Le ministre de la Justice du Québec a annoncé, au début de décembre, une réorientation majeure dans la formation de base de la police au Québec qui aurait une répercussion sur les sûretés municipales et la Sûreté du Québec. Les nouvelles dispositions représenteront une économie de presque quatre millions de dollars aux municipalités et aux forces provinciales. A l'avenir, la formation sera assurée par les collèges communautaires (CEGEP) et l'Institut de police de Nicolet. Les CEGEPs assureront une formation théorique de base et l'Institut de Nicolet les techniques pratiques de la police. Ainsi un agent de la police doit avoir suivi deux ans et demi d'études au CEGEP plus six mois d'études à l'Institut de police lorsqu'il entre dans les rangs de la police. On projette mettre le programme en exécution graduellement, au cours de 4 à 5 ans. Les candidats doivent se présenter à un examen spécial pour garantir qu'ils possèdent les normes d'emploi exigées dans les forces de la police. Le projet vise à élever la formation des agents de la police au même niveau que les autres carrières dont la formation est assurée dans les collèges communautaires et à fournir une formation uniforme aux agents de la police provinciale.

ÉTUDE DES SERVICES CORRECTIONNELS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a constitué un groupe d'étude avec mission d'examiner les services correctionnels provinciaux. La première tâche consistera d'une étude des services de prison; par la suite, le groupe recommandera les mesures qui s'imposent pour répondre aux besoins. On demandera aussi au groupe de proposer le ministère gouvernemental qui doit être responsable des services de correction. Un autre aspect de la besogne qui leur est assignée c'est d'examiner les installations disponibles destinées aux enfants âgés de moins de 17 ans qui ont été inculpés et condamnés par un tribunal pour adultes. Le groupe d'étude se compose du Dr M.A. Matheson, sous-directeur des services correctionnels, John MacDonald, professeur à l'Ecole de service social, Université de Colombie-Britannique et M. D.J. Shultz, sous-directeur du centre correctionnel régional Lower Mainland.

GROUPE D'ÉTUDE SUR L'ADMINISTRATION POLICIÈRE EN ONTARIO

Au début de décembre, le grand public en Ontario a été invité à soumettre des mémoires portant sur l'administration policière en Ontario. Ce groupe a été établi par le gouvernement ontarien aux fins d'examiner l'organisation, l'administration et la compétence des forces de la police; d'analyser les besoins actuels et futurs, d'étudier diverses approches pour répondre aux besoins, et de formuler des recommandations. Les audiences auront lieu partout dans la province; ceux qui désirent y participer doivent en informer le Groupe dès que possible. Les mémoires doivent être soumis d'ici le 15 février 1973.

S'adresser à Hugh A. Crothers, président
The Task Force on Policing in Ontario
185 Bloor Street East
Toronto 285, Ontario.

ANNUAL PRIZE OF THE CLARKE INSTITUTE

The Clarke Institute of Psychiatry Research Fund will be awarded to a clinical or basic scientist who has published a report or dissertation on outstanding research with the field of mental health during the preceding year. The scientist shall have carried out his work in Canada, while resident in Canada. He may apply or be nominated for the prize up to March 1st in the year following publication. The prize will be presented at the Annual Meeting of the Canadian Psychiatric Association.

Enquiries: Dr. R.E. Turner
"Clarke Institute of Psychiatry
Research Fund"
Clarke Institute of Psychiatry
Room 814
250 College Street
Toronto 2B, Ontario, Canada.

COURSES ON ALCOHOL AND OTHER DRUGS OF DEPENDENCE

In 1973, the Addiction Research Foundation Summer Courses on Alcohol and other drugs of dependence will be held from June 3 to June 15 at the University of Windsor and from August 12 to August 17 in Toronto. The Windsor course is the usual annual session but the Toronto course is the session for those who already have the basic course.

Enquiries should be directed to:

Coordinator
Professional Development
Addiction Research Foundation of Ontario
33 Russell Street
Toronto 4, Ontario.

PUBLICATION OF INTEREST

The Riders of the Plains by A.L. Haydon has been reprinted by Hurtig of Edmonton ($8.95). This book is a history of the North-West Mounted Police until 1911 which was originally published in England. The author was a British military historian who visited Canada to see the force in action and to search their records.

PERIODICAL OF INTEREST TO COUNSELORS

Counselors in Correctional agencies please note. The Canadian Guidance and Counselling Association (1000 Yonge Street, Suite 302, Toronto 289, Ontario) publishes a quarterly journal called The Canadian Counselor. Subscription $9.00.

PRIX ANNUEL DU CLARKE INSTITUTE

Le prix décerné par le Clarke Institute of Psychiatry Research Fund sera remis à un scientifique ou à un spécialiste clinicien ayant publié un rapport ou une dissertation sur une recherche remarquable dans le domaine de la santé mentale au cours de l'année précédente. Les travaux du chercheur doivent être effectués au Canada, durant son séjour au Canada. Il peut présenter une demande ou sa candidature peut être soumise pour le prix jusqu'au 1er mars dans l'année qui suit la publication de son ouvrage. Le prix sera présenté à l'Assemblée annuelle de la Canadian Psychiatric Association.

S'adresser au: Dr R.E. Turner
"Clarke Institute of Psychiatry Research Fund"
Clarke Institute of Psychiatry
Room 814
250 College Street
Toronto 2B, Ontario, Canada.

COURS SUR L'ABUS D'ALCOOL ET D'AUTRES DROGUES

En 1973, les cours d'été donnés par la Addiction Research Foundation sur l'abus d'alcool et d'autres drogues se tiendront, à l'Université de Windsor du 3 au 15 juin et à Toronto, du 12 au 17 août. Le cours de Windsor est la session qui se tient normalement chaque année mais celui de Toronto est une session à l'intention de ceux qui ont déjà suivi le cours régulier.

S'adresser au: Coordinator
Professional Development
Addiction Research Foundation of Ontario
33 Russell Street
Toronto 4, Ontario.

LECTURE INTÉRESSANTE

The Riders of the Plains par A.L. Haydon a été réimprimé par Hurtig d'Edmonton ($8.95). C'est l'histoire de la gendarmerie du Nord-Ouest jusqu'en 1911, date initiale de sa publication. L'auteur est un historien militaire britannique qui a visité le Canada pour voir les forces à l'action et faire des recherches dans leurs dossiers.

PÉRIODIQUES PRÉSENTANT DE L'INTÉRÊT AUX CONSEILLERS

A signaler à l'attention des conseillers des agences de correction. Le Canadian Guidance and Counselling Association (1000 Yonge Street, Suite 302, Toronto 289, Ontario) publie une revue trimestrielle appelée The Canadian Counselor.
Abonnement $9.00.

QUIC/LAW

A computer installation at Ottawa University contains the data from which participating law offices and government services can obtain legal information. The data base includes the Revised Statutes of Canada to 1970, Supreme Court Reports from 1923 to 1970, Federal Statutory orders and regulations to 1969 and Federal court decisions to 1971. The system does not yet relate to any provincial legislation. The system permits a legal researcher to quickly obtain full texts of court decisions, statutes, etc. relating to a client's legal problem. This system is the work of Dr. Hugh Lawford of Queen's University. There appears to be no limit to the storage capacity of the system except the availability of equipment. Although the system has been tested for a few months it must undergo further trials before it can be fully effective. Some law offices are already connected to the system; the equipment consists of a typewriter kind of keyboard and a viewscreen. Questions are typed on the keyboard and the viewscreen reproduces the relevant texts. If a particular document is needed, it can be reproduced on paper and sent to the subscriber.

ST.LEONARD'S SOCIETY BULLETIN

Some years ago St. Leonard's Society of Canada published a bulletin for a brief period of time. It has been revived under the same name News and Views and it is expected to come out on a quarterly basis. The first issue of the new bulletin was published in the Spring of 1972 and is distributed free on request.

INSTITUTE FOR COMPARATIVE JUSTICE STUDIES

The Center for the Administration of Justice at the American University in Washington, D.C. will offer late in the Spring of 1973 an Institute for Comparative Justice Studies. This Institute is a program of field study of administration of justice systems abroad. It will consist of seminars and discussions with scholars, public officials, community leaders, and other persons of competence in the field of the administration of justice. The Institute is open to all interested persons, regardless of affiliations with the American University. The Institute is designed in particular for participants at the upper and middle-management level. The Institute participants will tour England, Sweden, Denmark and Holland. Though the tour is in the form of a course, ample time will be allowed for sightseeing, shopping, and the pursuit of individual interest. The study-tour will depart from New York City on May 5, 1973 and return from Amsterdam on June 10.

Enquiries: Dr. Emilio C. Viano,
Center for the Administration of Justice,
The American University,
Washington, D.C. 20016, USA.

QUIC/LAW

Un ordinateur installé à l'Université d'Ottawa contient des données qui permettront aux études légales, aux contentieux et aux services gouvernementaux d'obtenir des renseignements judiciaires. Parmi les données essentielles figurent les Statuts revisés du Canada jusqu'en 1970, les rapports de la Cour Suprême depuis 1923 à 1970, les ordonnances et règlements statutaires fédéraux jusqu'en 1969 et les décisions de la Cour fédérale jusqu'en 1971. L'ordinateur ne contient encore aucune donnée concernant la législation provinciale. Il permet, toutefois, au chercheur en matière judiciaire d'obtenir rapidement les textes complets des décisions de cour, des statuts, etc. ayant trait aux problèmes judiciaires des clients. On doit cette installation au Dr Hugh Lawford, de l'Université Queen's. Il semble que la capacité de l'ordinateur soit sans limite en ce qui concerne le stockage de données, sauf par la disponibilité de l'équipement. Même si l'installation est sous contrôle depuis quelques mois, il faut encore d'autres essais avant qu'elle puisse fonctionner d'une manière pleinement efficace. Certaines sociétés d'avocats sont déjà rattachées à l'installation, l'équipement consiste dans un clavier, genre machine à écrire, et un écran. Les questions sont tapées sur le clavier et l'écran reproduit les textes pertinents. S'il faut un document particulier, on peut le reproduire sur du papier et l'envoyer à l'abonné.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ST-LÉONARD

Il y a quelques années la Société St-Léonard du Canada a publié un bulletin durant une courte période de temps. Il a été ranimé sous le même nom News and Views et doit paraître chaque trois mois. Le premier numéro du nouveau bulletin a été publié au printemps 1972 et a été distribué à titre gracieux, sur demande.

SESSION SUR LES ÉTUDES EN JUSTICE COMPARATIVE

Le centre de l'administration de la justice à l'Université American à Washington, D.C., tiendra, vers la fin du printemps 1973, une session d'études en justice comparative. Il s'agit d'un programme d'étude sur le terrain de l'administration de la justice à l'étranger. La session se composera de séminaires et de discussions avec les spécialistes, les fonctionnaires, les dirigeants communautaires et d'autres personnes compétentes dans le domaine de l'administration de la justice. La session est ouverte aux intéressés, qu'ils soient affiliés ou non à l'American University. La session est surtout prévue pour les participants des niveaux administratifs supérieurs et moyens. Les participants visiteront l'Angleterre, la Suède, le Danemark et la Hollande. Bien que le voyage soit sous forme d'un cours, on consacrera amplement de temps aux excursions, aux emplettes et à la poursuite d'intérêts personnels. Le voyage d'étude commencera à New York le 5 mai 1973 et se terminera par un départ d'Amsterdam le 10 juin.

S'adresser à: Dr Emilio C. Viano
Center for the Administration of Justice
The American University
Washington, D.C. 20016, USA.

THE V.I.P. EXAMINER

In the United States, Volunteers in Probation are now associated with the National Council on Crime and Delinquency and publish a quarterly Newsletter called The VIP Examiner. It is printed on tabloid-size newsprint and sent free to members of the organization.

Enquiries VIP-NCCD
200 Washington Square Plaza
Royal Oak, Michigan 48067, USA.

Le V.I.P. Examiner

Aux Etats-Unis, les Volunteers in Probation se sont joints au National Council on Crime and Delinquency. Cette association publie un communiqué trimestriel dénommé The V.I.P. Examiner. Il est imprimé sur papier journal de grandeur "tabloid" et distribué à titre gracieux aux membres de l'organisme.

S'adresser à VIP-NCCD
200 Washington Square Plaza
Royal Oak, Michigan 48067, USA.

MANITOBA SOCIETY OF CRIMINOLOGY

Activities 1971-1972 - Membership has exceeded 150 and continued growth in 1973 is anticipated.

November 20, 1971 - "Fallacy and Fact in the Criminal Justice System". Speaker: Mr. Sydney Linden, Q.C., Toronto. Responding Panel: Supt. Ray Wilson - Winnipeg City Police, Mr. Charles Huband, Q.C., Magistrate John Enns.

January 29, 1972 - "Organized Crime: Media Myth vs Reality". Speaker: Edward McCabe, University of Manitoba. Responding Panel: Mr. Maurice Arpin, Q.C., Supt. J.J. Mahoney, R.C.M.P.

March 11, 1972 - "Alternatives to Corrections - Uses and Abuses of Institutions". Speakers: Prof. Alvin Mahrer, Miami University, Dr. Philip Katz, Winnipeg Psychiatrist.

April 22, 1972 - Annual Business Meeting.

November 18, 1972 - "The Native Offender and White Man's Justice?" Speakers: Dr. Ahab Spence, J.G. (Al) Chartrand, Ron Ducharme.

The Society co-sponsored the first National Workshop on Correctional Volunteers, March 3-5 1972. It was financed by a $4,000 grant from the Solicitor General's Office. An ongoing national committee was appointed.

The Society held a hearing May 13, 1972 to receive written briefs and oral presentations on behalf of the Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs studying parole in Canada. Senator Earl Hastings, member of this Committee, was present and copies of all written briefs as well as a tape of the proceedings were forwarded to the Committee.

A Committee, established by the Society, submitted recommendations to the City of Winnipeg on police unification. Also, the Society was represented on committees looking into a police training academy and correctional officer training at a Winnipeg community college.

Planning is underway for the new year with program focussing on the White paper on Corrections recently made public by the Government of Manitoba.

MANITOBA SOCIETY OF CRIMINOLOGY

Activités durant 1971-1972 - L'adhésion a dépassé 150 membres; on s'attend à une expansion continue en 1973.

20 novembre 1971 - "Fallacy and Fact in the Criminal Justice System". Conférencier: M. Sydney Linden, c.r., Toronto. Equipe répondant: Supt. Ray Wilson - police de Winnipeg, M. Charles Huband, c.r., le Magistrat John Enns.

29 janvier 1972 - "Organized Crime: Media Myth vs Reality". Conférencier: M. Edward McCabe, Université du Manitoba. Equipe répondant: M. Maurice Arpin, c.r., Supt. J.J. Mahoney, G.R.C.

11 mars 1972 - "Alternatives to Corrections - Uses and Abuses of Institutions". Conférenciers: Prof. Alvin Mahrer, Université de Miami, Dr. Philip Katz, psychiatre de Winnipeg.

22 avril 1972 - Réunion administrative annuelle.

18 novembre 1972 - "The Native Offender and White Man's Justice"? Conférenciers: Dr Ahab Spence, M. J.G. (Al) Chartrand, M. Ron Ducharme.

La Société a parrainé le premier atelier national sur les bénévoles en correction 3-5 mars 1972. Il a été financé au moyen d'une subvention de $4,000 accordée par le bureau du Solliciteur général. Un comité national permanent a été désigné. La société a tenu une audience le 13 mai 1972 pour recevoir les mémoires écrits et les observations orales pour le compte du Comité sénatorial des Affaires juridiques et constitutionnelles, qui examine la libération conditionnelle au Canada. Le sénateur Earl Hastings, membre du comité, était présent et des exemplaires de tous les mémoires ainsi que l'enregistrement sur ruban magnétique des délibérations ont été envoyés au Comité.

Un comité, constitué par la Société, a soumis des recommandations à la ville de Winnipeg au sujet de l'unification de la police. De même, la Société a été représentée auprès des comités chargés d'étudier les possibilités d'établir un institut de police et un cours de formation d'agents correctionnels dans un collège communautaire de Winnipeg.

Les projets de la nouvelle année vont de l'avant avec un programme concentré sur le Livre Blanc sur la correction, récemment rendu public par le gouvernement du Manitoba.

BOARD OF DIRECTORS OF THE ASSOCIATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

1972-73

*Monsieur le juge Jean-Paul Lavallée, Montreal
president - président

ADDISON, Ruth, Ottawa
ALLARDICE, Ethel M., Vancouver
*BEAULNE, Jean-Pierre, Ottawa
BELIVEAU, Lionel, Montreal
BENSON, Margaret, Toronto
BOISVERT, Gérald, Québec
BRAITHWAITE, John, Ottawa
BUNTON, W.E., Willowdale
*BYMAN, Al. A., North Vancouver
*CHAFE, Frank, Ottawa
CORMIER, Bruno, Montreal
COTE, Jean-Luc, Québec
CROSBY-JONES, Phil, Calgary
CUMAS, Stephen, Montreal
DRIEDGER, Otto H., Regina
*DUBIENSKI, Ian V., Winnipeg
FISHER, Joyce, Oakville
FLAHERTY, Dorothy, Ottawa
GIBBS, William, Amherst
GILBERT, Jean-Paul, Montreal
GOSSELIN, Maurice, Beauport
GREATOREX, William D., Halifax
GREGOIRE, J.E., Montreal
GUINDON, Yvon, Ottawa
HOLLINGTON, Kenneth, Calgary
HUNTER, Stewart M., Regina
JOHNSON, Stuart, Winnipeg
KING, Robert J., Fredericton
KIRKPATRICK, A.M., Toronto
LANDREVILLE, Pierre, Montreal
LAPERRIERE, Ludovic, Trois-Rivières
LAPLANTE, Jacques, Québec
*LAVERS, D.J., Truro
MacINTYRE, Morris, Ottawa
McCOMB, D.R., Ottawa
McGINN, Louis, Riverview
McKNIGHT, C.K., Toronto
McLEAN, Bruce, Victoria
MARCOTTE, Guy, Québec
*MILLER, Frank P., Ottawa
MOORE, Terence M., Toronto
MORIN, Jean-Guy, Granby
MOYLES, John, Brandon
MURPHY, James, Matsqui
OGISON, V.L., Whitehorse
OUELLET, Réal, Québec
REID, D.C.S., Calgary
RICHARDS, Robert, Vancouver
ROLF, Carl H., Edmonton
*ST-GEORGES, Normand, Québec
SCOTT, Jack, Regina
*SINCLAIR, Donald, Toronto
SLOUGH, Ray, Winnipeg
SMITH, Isser, Lucerne
SULLIVAN, Justin P., Moncton
WATSON, Frank, Toronto
WESTLAKE, W.C., Warkworth
*WHITELAW, A.B., Toronto
WILKINS, C.F., Yellowknife
WILLOX, John A., Vancouver
WILSON, John, Edmonton
WRIGHT, Keith, Regina
**ZIMMERMAN, Bill, Ottawa

Staff - Personnel

McGRATH, W.T.
JUBINVILLE, Réal
DAVY, Hilda
CHARBONNEAU, Paulette

*Executive Committee - Comité exécutif
**Nominating Committee - Comité des candidatures